



GENÈVE, 10 JANVIER 2013. VERONIQUE BOTTORON/COM

# Sauvegarder l'unité d'Internet

On l'ignore souvent: nombre de grandes questions de gouvernance internationale se discutent à Genève et dans sa région. Chaque lundi, **Le Temps** interroge un acteur des organisations internationales, des ONG ou de l'un des centres de recherche qui font sa renommée sur les grands défis à venir en matière de santé, de commerce, d'environnement, de migration, de droits ou encore de télécommunications.

## Anouch Seydighia

Silence radio total. Une simple requête dans Google Actualités, et aucun résultat. Depuis le 14 décembre dernier, date de la fin du sommet mondial sur les télécoms, plus personne ne parle de cette conférence majeure qui s'est tenue à Dubaï. C'est pourtant là que Russes, Chinois et plusieurs pays arabes se sont opposés frontalement aux États-Unis et aux pays européens sur l'avenir d'Internet. Les premiers voulaient donner davantage de pouvoir à l'Union internationale des télécommunications (UIT) pour réguler Internet. Les seconds y opposaient catégoriquement, préférant le statu quo. Fin connaisseur du dossier, basé à Genève tout comme l'est l'UIT, Johan Kurbalija est directeur de Diplo-Foundation, organisme spécialisé dans la formation des diplomates aux enjeux stratégiques de l'Internet. Consulté par plusieurs délégations présentes à Dubaï, il livre son analyse sur cette nouvelle «guerre froide numérique».

**Le Temps: Que s'est-il passé depuis le 14 décembre dernier?**  
Johan Kurbalija: Après six mois de préparation avant Dubaï, après ce sommet éprouvant, les délégations sont rentrées dans chaque pays pour affiner leur stratégie.

Internet risque-t-il une division majeure entre pays occidentaux d'un côté et Russie, Chine et pays arabes de l'autre? C'est ce qu'il faut craindre le sommet de Dubaï en décembre dernier. Expert des télécoms, Johan Kurbalija analyse le rôle de Genève, siège de l'Union internationale des télécommunications

Très vite, les prochaines échéances arrivent mi-mai, à Genève, le cinquième Forum mondial des politiques de télécommunication, puis une assemblée générale de l'ONU sur la cybersécurité, puis, en 2015, la suite du Sommet mondial sur la société de l'Information (WSIS+10), envisagé à Genève. Chaque pays se prépare pour ces échéances capitales.

– **Deux blocs sont-ils en train de se préparer: l'un voulant davantage contrôler Internet, l'autre non?**  
– La polarisation intervient à Dubaï avec la formation de ces deux blocs est une mauvaise nouvelle pour Internet. Mais ces blocs ne sont pas unis. Suisses et Européens ont soutenu les États-Unis, mais critiquent en même temps leur rôle de l'ICANN (ndlr: organisme qui attribue les noms de domaine) et sa supervision par les Américains. Ces fronts mouvants selon les sujets sont un élément positif, tout n'est de loin pas figé.

– **À Dubaï, l'UIT a tenté d'obtenir du pouvoir pour superviser Internet, ce qui a choqué les pays occidentaux. Genève va-t-elle jouer un rôle plus ou moins important à l'avenir?**  
– Genève demeure très important. Selon une étude que nous avons réalisée, 55% des politiques liées à Internet sont traitées ici. Cela peut être via l'organisation mondiale du commerce, celle de la propriété intellectuelle ou l'Internet Society, toutes basées à Genève. En tout, une vingtaine d'organisations situées dans cette ville sont concernées.

– **Mais l'UIT, très critiquée à Dubaï, pourra-t-elle encore jouer un rôle majeur?**  
– Oui, l'UIT a survécu à d'autres crises, elle saura surmonter celle-ci. La question fondamentale est la suivante: quelle approche prendra le dessus? Celle des États-Unis, qui a connu un grand suc-

cess, puisque les Américains ont aidé à créer Internet et le laissant ensuite très libre, avec une gouvernance souple? Ou celle de pays désireux que les gouvernements deviennent, au niveau mondial, les acteurs clés, afin de redonner selon eux de la légitimité à la gouvernance numérique? Des clashes vont survenir entre ces deux approches. Mais au final, l'UIT devrait demeurer important, car de nombreux pays, notamment les petits, ont besoin d'une instance majeure pour suivre tous les débats en cours. Autre scénario possible en parallèle: l'émergence d'une nouvelle organisation internationale numérique qui prendrait en compte ces deux approches et dans laquelle l'UIT jouerait évidemment un rôle.

– **Accusés de monopoliser le pouvoir sur Internet, les États-Unis vont-ils lâcher la lest?**  
– L'ICANN symbolise le paradoxe du pouvoir. Techniquement, l'organisation peut, si les États-Unis en font la demande,ayer un pays de la planète numérique en supprimant son nom de domaine national. Mais ce pouvoir est surtout théorique, car en agissant ainsi, les Américains provoqueraient à coup sûr un conflit numérique et inciteraient d'importants pays à faire sécession en créant leur propre réseau. Résultat: l'Internet se désintégrerait et la puissance numérique des États-Unis serait au final diminuée, puisque les géants américains du secteur ont tout à perdre dans l'émergence de nouvelles frontières... Washington s'est d'ailleurs abstenu, au plus fort des conflits récents, de demander la suppression des noms de domaine de l'Irak, de la Serbie ou de la Libye. La volonté, outre-atlantique, est de préserver le caractère global de l'Internet. Peut-être accepteront-ils dès lors, en 2015, une supervision internationale de l'ICANN pour trouver un compromis global.

– **D'un autre côté, certains pays censurent avec plus ou moins de fermeté Internet – l'Iran songeant même à créer son propre réseau fermé...**  
– Oui, le risque de voir Internet se fragmenter est réel. Mais selon une récente étude du Boston Consulting Group, 70% des internautes préféreraient renoncer au chocolat, au café ou à l'alcool plutôt qu'à un accès à Internet. Avec même un taux de 80% en Chine. Donc la plupart des gouvernements feront face à ce dilemme: contrôler Internet ou le maintenir ouvert pour permettre

générées par trente grandes entreprises, principalement américaines. Il y en a même peut-être moins, cinq, dont Google, qui contrôle par exemple 90% du marché de la recherche en Europe. N'oublions pas que Google a été un facilitateur majeur pour l'accès à l'information. Mais ce pouvoir corromp-il? Google a été blanchi après l'enquête de la FTC américaine, et Bruxelles doit encore se prononcer sur ses pratiques à l'égard de ses concurrents. Je pense que les Européens effectuent aujourd'hui ce rôle de supervision de Google et d'autres

«Les pressions pour maintenir un Internet ouvert sont énormes»

des échanges économiques avec le reste du monde. En Chine, Internet peut être censuré à des fins de propagande politique, mais les entreprises chinoises reçoivent leurs commandes de l'étranger via Internet... En Egypte, lorsqu'Internet a été débranché, les gens sont descendus manifester sur la place Tahrir... En Europe, la mobilisation contre l'accord ACTA, présenté par ses détracteurs comme une manœuvre susceptible de porter atteinte à la liberté numérique, a finalement eu raison de ce texte. Je suis donc plutôt optimiste pour l'avenir, les pressions pour maintenir un Internet ouvert sont énormes.

– **Avant et pendant Dubaï, l'on a vu Google très actif pour exiger un Internet aussi ouvert que possible. Mais Google n'a-t-il pas un agenda caché?**  
– Selon une étude américaine, 90% des activités sur Internet sont

gigants du Net, mais il faudrait peut-être un organisme international neutre de supervision.

– **Nous avons parlé des États qui tentent de censurer Internet. Le risque de voir des entreprises filtrer Internet va-t-il croître?**  
– À Dubaï, plusieurs opérateurs de télécoms voulaient demander à Google ou Facebook de les rémunérer pour leur donner la possibilité d'accéder à des millions d'internautes. Car ce sont eux qui investissent dans le réseau. Mais cette proposition a été refusée. Du coup, il est tout à fait possible que les opérateurs changent de manière quasi imperceptible les règles. Il faut savoir que la neutralité du net n'existe pas – les opérateurs privilégient par exemple en général les flux vidéo à la transmission des emails. Il faut simplement que les opérateurs agissent de la manière la plus transparente possible.